

défendable. L'agression commise par l'Iraq pose un défi fondamental à la communauté internationale à un moment où la fin des vieilles rivalités entre les superpuissances ouvre la voie au recours au dialogue et à la coopération pour régler les problèmes internationaux et préserver la paix et la sécurité.

L'ONU a enfin eu l'occasion d'agir comme ses fondateurs le souhaitaient. Le Conseil de sécurité a fait preuve de détermination dès le début de la crise. Il a adopté une série de résolutions et, ce faisant, pris des mesures qui, dans la Charte des Nations Unies, sont clairement qualifiées comme moyens appropriés de réagir à l'agression. Il est intervenu avec l'appui de tous les membres permanents du Conseil; en fait, toutes ses principales décisions ont été prises à l'unanimité.

La façon dont l'ONU a réagi à cette crise montre que cette organisation mondiale peut être efficace. Toutefois, elle doit poursuivre son action jusqu'au bout, sinon le nouvel élan que la fin de la Guerre froide a donné à l'ONU pourrait être brusquement interrompu.

Le consensus par lequel la communauté internationale s'est opposée à l'utilisation de la force par l'Iraq pour occuper et annexer un État souverain et détenir contre leur gré des milliers de citoyens de tiers pays, dont le Canada, représente le consensus le plus complet que le monde ait vu depuis le début de l'ère moderne.

Il témoigne d'une volonté ferme de la communauté internationale de faire en sorte que l'Iraq libère les personnes innocentes qu'elle détient et retire ses troupes du Koweït. L'Iraq est isolé. Il faut maintenant que les résolutions du Conseil de sécurité soient appliquées.

Ces résolutions ont établi un ensemble de sanctions économiques complètes et obligatoires destinées à convaincre l'Iraq qu'il doit retirer ses troupes du Koweït et rétablir la souveraineté légitime de ce pays. Le Conseil a autorisé les mesures nécessaires à l'application efficace de ces sanctions. Plus de 25 pays ont jusqu'ici fourni des troupes pour assurer l'application des sanctions et dissuader l'Iraq de commettre d'autres agressions.

Toutefois, bien avant que le Conseil ne puisse intervenir, l'Arabie saoudite devait absolument se défendre. Saddam Hussein massait ses troupes à la frontière entre son pays et l'Arabie saoudite pour qu'elles puissent attaquer les vastes